



Au niveau National

## **Pressurés et maltraités, c'est assez!**

**Nous sommes 17 millions de retraité-e-s: imposons-nous, exprimons notre colère!**

**Nous sommes particulièrement pressurés depuis 2013...**

**La liste est longue des mesures ayant diminué le pouvoir d'achat**: le gel des pensions pendant plusieurs années, la fiscalisation de la majoration familiale de pension.

**De nouvelles taxes apparaissent, elles ont diminué la retraite**: de 0,5 % avec la CRDS, de 0,3 % avec la CASA, de 8,3 % avec la CSG, soit une baisse de pension de 9,1 %, c'est-à-dire un mois de pension perdu chaque année.

**Nous serions indéfiniment pressurés si nous laissons faire.**

**C'est un recul social de 70 ans** qui est inscrit dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2019, le PLFSS, actuellement en discussion au parlement. Jusqu'à maintenant, nos cotisations sociales nous donnaient droit à une pension, revalorisée chaque année selon une règle précise, le salaire moyen ou l'inflation.

**Si nous laissons faire, nous n'aurions plus de retraite, plus de pension, mais une « allocation sociale »**, revalorisée, ou pas, selon le fait du prince (0,3 % pour 2019 et 2020, bien moins que les prix qui continuent d'augmenter).

**Si nous ne réagissons pas à ce test en 2019 et 2020, cette « allocation sociale » remplacerait la retraite et la pension définitivement**, elle serait inscrite dans la loi retraite que veut faire voter le gouvernement en 2019.

**... et fortement maltraités depuis 2018:**

- **En 2018, perte de près de la moitié d'un mois de pension** à cause de la hausse de la CSG et du gel de la pension alors que l'inflation de ces 12 derniers mois s'élève à 2,2 %
- **En 2019, la perte s'élève à 2/3 d'un mois de pension**, à cause de la maigre revalorisation des pensions de 0,3 % alors que l'inflation est annoncée à 1,7 %, pour le moment...
- **En 2020, la perte atteint 90 % d'un mois de pension**, à cause de la revalorisation de 0,3 %, bien moins que l'inflation prévue à 1,8 %.
- **Sur les trois années, nous perdons plus de 2 mois de pension !** Sur une même période de 3 ans, en tant qu'actif, aurions-nous accepté de ne pas être payés pendant 2 mois ?

**Où va notre argent?  
Aux plus riches!**

**Les millions d'euros pris dans nos poches ne sont pas perdus pour tout le monde :**

- suppression de l'ISF, l'impôt sur la fortune,
- mise en place de la « flat tax » sur les revenus des actions (12,5 % d'impôts au lieu de 45 % pour les plus riches)
- suppression de « l'exit tax » (6 milliards d'euros), baisse de l'impôt sur les sociétés (jusqu'à 25 % en 2022),
- baisse de 1,8 point de la cotisation famille,
- baisse annoncée des cotisations patronales maladie de 6 points en 2019, etc.

Pressurer, maltraiter les personnes en retraites n'est pas une obligation économique, c'est un choix politique de répartition des richesses.

**Ne nous laissons pas faire, nous revendiquons :**

- **La suppression de la hausse de la CSG** dans le PLFSS 2019.
- **La revalorisation de toutes les pensions**, par la fin du gel des pensions, le rattrapage des pertes subies, le refus de la désindexation en 2019 et 2020.
- **L'indexation des pensions sur les salaires** et un minimum de pension au SMIC pour une carrière complète.
- **Le maintien des pensions de réversion**, sans conditions de ressources.
- **La prise en charge de la perte d'autonomie à 100% par la sécu** et l'ouverture d'un droit universel dans le cadre du service public.

=====

**Ni nantis, ni privilégiés, nous sommes plus que jamais déterminés  
à défendre nos droits acquis au cours de nos vies de travail.**

=====

**Dans notre département nous avons en plus des spécificités locales :**

- Population vieillissante supérieure à la moyenne nationale.
- Désertification et disparition des services de proximité, notamment de santé.

**Nous sommes particulièrement inquiets sur :**

- La désindexation des pensions
- Les pensions de réversion, compte tenu des menaces qui pèsent sur elles
- L'informatisation à marche forcée (en inéquation avec les capacités de beaucoup de retraités)

**Rassemblement le 18 Décembre 2018**

**A 10h30**

**Devant la Préfecture de Tarbes**

**A l'appel de**



Au niveau départemental

**Venez nombreux  
pour préserver votre avenir**